

L'OPPOSITION OUVRIÈRE...

Nous publions ici la très intéressante étude de Kollontai sur «*l'Opposition ouvrière de Russie*». Cette camarade, qui fait partie de l'extrême-gauche du *Parti communiste* s'est vue, un moment, persécutée en Russie par le gouvernement des Soviets pour avoir osé exprimer librement des idées contraires à la politique opportuniste de l'État bolcheviste. A titre documentaire, cette étude peut trouver sa place dans la *Revue anarchiste*. Elle contient des aveux significatifs sous la plume d'une «*bolcheviste*».

Qu'est-ce que «*l'Opposition ouvrière*»? Faut-il du point de vue de notre parti et de la Révolution ouvrière internationale, se féliciter de son existence ou bien, est-ce au contraire, une chose nuisible et de nature à dissocier notre Parti, un phénomène «*politiquement dangereux*», comme l'a déclaré dernièrement Trotsky pendant la discussion publique sur les syndicats?

Pour répondre à ces questions qui intéressent et troublent beaucoup de nos camarades ouvriers et ouvrières, il faut avant tout se poser les deux questions suivantes: 1- de quoi est composée l'*Opposition ouvrière* et comment s'est-elle constituée? 2- en quoi consiste au fond le différend entre les camarades des centres directeurs du Parti et l'*Opposition ouvrière*?

Un fait très caractéristique et sur lequel on ne saurait trop attirer l'attention de nos dirigeants, c'est, que parmi les communistes l'opposition groupe la partie avancée des prolétaires organisés. L'opposition comprend presque uniquement des professionnalistes; les noms dont sont signées les thèses de l'opposition sur le rôle des syndicats, en sont une preuve. Or, que sont les professionnalistes? Ce sont les ouvriers, c'est la pointe d'avant-garde qui tient la tête du prolétariat russe, qui a supporté tout le fardeau de la lutte révolutionnaire, et qui, au lieu de se disperser à travers les administrations d'État en perdant sa liaison avec les masses ouvrières, est restée au contraire, liée à ces masses. Être professionnaliste, conserver des relations fortes et vivantes avec son syndicat, c'est-à-dire avec les ouvriers de sa branche d'industrie, au cours de ces années d'orage où le centre de gravité de la vie sociale et politique s'est transporté par-delà le terrain professionnel, c'est là, chose qui n'était pas facile ni simple. La vague révolutionnaire a saisi et emporté bien loin des syndicats les éléments les meilleurs, les plus capables et les plus actifs du prolétariat industriel, abandonnant l'un sur le front, l'autre dans telle ou telle administration, essayant le troisième devant le tapis vert de quelque bureau ou devant des monceaux de «*pièces sortantes*», de «*devis*» et de «*projets*».

Les syndicats sont dépeuplés. Seuls les ouvriers les plus solidement pénétrés d'esprit prolétarien, la fleur véritable de la classe révolutionnaire ascendante, résistant à la corruption des pouvoirs, aux mesquineries de la vanité, à la tentation des «*carrières administratives*», en un mot à tout le «*bureaucratisme soviétique*» a gardé son union intime avec «*les masses*», avec les ouvriers, avec ces «*couches inférieures*», dont elle est elle-même sortie et à su défendre son attaché organique avec ces couches contre l'influence des hauts-postes de l'État soviétique. Dès que la situation est devenue plus calme, sur les fronts et que le balancier de la vie a penché davantage du côté de l'organisation économique, ces prolétaires typiques et inébranlables, ces représentants les plus fermes et les plus manquants de leur classe, se sont hâtés de jeter bas l'action militaire et de remettre au rancart les «*pièces sortantes*» ou «*entrantes*» pour répondre à l'appel tacite de leurs frères de classe, les ouvriers des usines, les millions de prolétaires russes qui traînent encore dans la *République soviétique du Travail* une existence misérable et honteuse de bagnards... Avec leur instinct de classe, ces camarades qui sont à la tête de l'*Opposition ouvrière* ont compris que quelque chose clochait. Ils ont compris, oui, qu'en trois ans de révolution, nous avons sans doute édifié l'*État soviétique* et affirmé le principe de la *République ouvrière et paysanne des travailleurs*, mais que la classe ouvrière elle-même, en tant que classe, en tant qu'unité sociale indivisible et douée de besoins, d'intérêts et de buts unanimes et homogènes, et possédant par conséquent une politique, une constante, claire et distincte, joue dans la *République soviétique* un rôle de moins en moins important, colore de plus en plus faiblement les mesures de toutes sortes prises par son propre gouvernement, dirige de moins en moins la politique, influe de moins en moins sur l'action et sur la pensée des organes centraux du Pouvoir. Au début de la Révolution, qui donc

aurait parlé de couches «inférieures» ou «supérieures»? «Les masses», c'est-à-dire les masses ouvrières et les centres directeurs du parti ne faisaient qu'un. Les aspirations que la vie et la lutte faisaient naître au bas de l'échelle, trouvaient leur expression plus exacte, leur formule plus nette et plus solidement appuyée dans les centres dirigeants du parti. Il n'y avait pas d'antagonisme entre le sommet et le bas, et il ne pouvait pas y en avoir. Aujourd'hui cet antagonisme existe, et aucun artifice de propagande, aucun procédé d'intimidation, ne chassera de la conscience des masses cette idée que les sommets de l'administration soviétique et du *Parti communiste* sont devenus un nouvelle «couche sociale» bien caractérisée.

Les professionnalistes qui sont le noyau essentiel de l'*Opposition ouvrière* ont bien compris cela, ou plutôt l'ont senti grâce à leur sûr instinct de classe. Leur premier souci a été de se lier avec ces masses, d'entrer dans l'organe naturel de leur classe, les syndicats, celui qui de tous les organes a le moins souffert pendant ces trois ans de l'influence dissolvante des intérêts de toutes sortes étrangers au prolétariat (provenant de la classe paysanne et des éléments bourgeois adaptés au régime soviétique), qui déforment nos administrations d'État et détournent notre politique de la rectitude de son lit de classe dans le marais de l'opportunisme...

Ainsi l'opposition ouvrière, ce sont avant tout les prolétaires demeurés attachés à l'établ ou à la mine, c'est la chair de la chair de la classe ouvrière.

L'opposition ouvrière étonne parce qu'elle ne possède pas de grands leaders en vedette, de ce qu'on est convenu d'appeler des «*chefs*».

Comme tout mouvement sain et découlant nécessairement des relations sociales, elle est sortie du sein même des masses ouvrières, et aussitôt elle a poussé de profondes racines dans toutes les directions, même dans ces coins de la *Russie soviétique*, où la nouvelle de l'existence d'une opposition n'était pas encore parvenue.

«*Chez nous, on n'avait pas idée qu'il y avait à Moscou des désaccords et des discussions sur le rôle des syndicats*, disait un délégué sibérien au *Congrès des Mineurs*, et déjà nous étions troublés par ces mêmes questions qui se posent ici». Derrière l'opposition ouvrière se dressent les masses prolétariennes, ou mieux encore: l'opposition ouvrière, c'est la partie la plus cohérente, la plus consciente, la plus ferme, en tant que classe, de notre prolétariat industriel, celle qui estime qu'il n'est pas permis, au moment où l'on construit l'édifice économique communiste, de substituer à la grande force créatrice du prolétariat, l'enseigne toute extérieure de la dictature de la classe ouvrière.

Plus on s'élève sur l'échelle des «*postes*» de l'*État soviétique* ou du *Parti communiste*, moins on rencontre de partisans de l'opposition. Plus on pénètre profondément dans les masses, plus le programme de l'opposition ouvrière trouve d'écho (1).

C'est là un fait caractéristique et significatif dont les centres dirigeants de notre parti doivent tenir compte. Si les «*masses*» s'éloignent des «*sommets*», si une brèche, une fissure se creuse entre les centres dirigeants et les couches inférieures, c'est signe que dans les sommets tout ne va pas bien, surtout si les masses ne restent pas silencieuses, mais réfléchissent, agissent, se défendent, font triompher leurs idées. Les sommets ne peuvent détourner les masses du droit chemin qui conduit à la victoire du communisme que si ces masses se taisent, se soumettent, suivent passivement et aveuglément les «*chefs*». C'est ce qui s'est produit en 1914, au début de la guerre mondiale, lorsque les ouvriers crurent les chefs et décidèrent: «*Ils savent mieux que nous les voies de l'histoire. Notre instinct de protestation contre la guerre nous égare, réprimons- le, taisons-nous et écoutons les anciens*». Mais quand, au contraire, la masse s'agit, fait travailler son cerveau, critique, quand elle vote opiniâtrement contre des chefs aimés, malgré le sentiment de sympathie personnelle à leur égard, qu'elle est obligée pour cela de combattre, alors le cas devient sérieux. Alors le devoir du Parti est de ne pas dissimuler le différend, de ne pas chercher à déconsidérer l'opposition en lui accolant des épithètes que rien ne justifie et qui n'expliquent rien, mais au contraire de se demander en toute sincérité où et en quoi réside le fond du désaccord et ce que veut la classe ouvrière, interprète du communisme et son unique créateur...

Ainsi, l'opposition ouvrière est la partie avancée du prolétariat qui n'a pas rompu sa liaison vivante avec les masses ouvrières organisées en Syndicats et qui n'est pas dispersée à travers les administrations d'État.

(1) Les notes sur les thèses concernant le rôle des syndicats en sont la preuve les membres des Comités directeurs votent pour l'une ou l'autre des thèses des centres, les masses communistes, les ouvriers, votent pour l'*Opposition ouvrière*.

Le fond du différend.

Avant de rechercher ce qui fait le fond du différend entre l'*Opposition ouvrière* et le point de vue officiel représenté par nos centres dirigeants, nous devons nous rappeler fermement deux vérités: d'abord que l'*Opposition ouvrière* est née du plus profond du prolétariat industriel de la Russie soviétique et qu'elle a puisé sa force non seulement dans les effroyables conditions d'existence et de travail de sept millions de prolétaires industriels, mais encore dans les multiples écarts, oscillations ou contradictions de notre politique gouvernementale, et même dans ses franches déviations de la ligne de classe nette, pure, conséquente, du programme communiste. En second lieu, il faut nous souvenir que l'opposition n'est pas limitée à telle ou telle région, elle n'a pas été le fruit de désaccords ou de dissensions personnels: elle s'est au contraire largement répandue à travers toute la République soviétique, dont toutes les provinces ont répondu par un écho unanime à chacune des tentatives de nos camarades ouvriers pour formuler, exprimer et fixer l'essence de la controverse et pour définir ce que veut l'opposition ouvrière.

L'impression s'est formée aujourd'hui que le différend entre l'*Opposition ouvrière* et les diverses tendances des couches supérieures, se réduit exclusivement à une façon autre de comprendre le rôle et le but des syndicats. Cela est faux. Le différend est plus profond. Les représentants de l'opposition ne savent pas toujours l'énoncer clairement et le définir avec précision, mais il suffit de toucher une suite de problèmes concernant la structure de notre République pour que le désaccord éclate sur bien des propositions fondamentales de caractère économique et politique.

Les deux points de vue opposés des sommets dirigeants de notre parti et des représentants du prolétariat organisé en syndicats, se sont manifestés pour la première fois au 9^{ème} Congrès panrusse du Parti communiste, sur la question de la direction unique ou collégiale. L'opposition n'existe pas encore, en tant que groupe constitué, mais il était visible que les tenants du système collégial étaient les représentants des syndicats, c'est-à-dire des organisations proprement prolétariennes, et qu'ils avaient contre eux les dirigeants du Parti, habitués à apprécier toutes choses du point de vue de la politique des divers départements administratifs, laquelle exige un art consommé pour s'adapter aux aspirations, socialement hétérogènes et parfois politiquement contradictoires, des divers groupes sociaux de la population: prolétariat, petits propriétaires (paysans), bourgeoisie (en la personne des « spécialistes » ou pseudo-spécialistes de tout acabit et de toute formation).

Pourquoi sont-ce précisément les syndicats, qui, opiniâtres, inhabiles à soutenir leurs arguments de propositions scientifiquement déduites, ont été les partisans du système collégial, tandis que les défenseurs des «spécialistes» ont été en même temps les champions de la direction unique? C'est que dans ce différend (bien que les deux partis aient nié toute importance de principe à la question), il y avait en présence deux points de vue ayant leurs raisons d'être profondes et inconciliaires. La direction unique, c'est-à-dire la volonté d'un homme, isolée, «libre», détaché de la collectivité, quel que soit le domaine où elle se manifeste, depuis l'autocratie du chef de gouvernement jusqu'à l'autocratie du directeur d'usine, c'est la plus parfaite expression de la pensée bourgeoise. La bourgeoisie ne croit pas à la force de la collectivité. Ce qu'elle aime, c'est d'amasser la foule en un troupeau obéissant, qu'elle puisse mener à son gré personnel partout où le voudra le guide...

La classe ouvrière et les interprètes au contraire savent que les buts nouveaux de leur classe, le communisme en un mot, n'est réalisable que par la création collective, par l'effort en commun des ouvriers eux-mêmes. Plus la collectivité ouvrière sera compacte, plus les masses seront habituées à manifester leur volonté et leur pensée collectives et communes, - et plus la classe prolétarienne réalisera complètement et rapidement sa mission, c'est-à-dire constituera un système économique nouveau, non plus composé de pièces éparées, mais au contraire uni, harmonieux, cohérent, communiste. Celui-là seulement qui est lié pratiquement à la production peut y apporter des nouveautés vivifiantes. En renonçant au principe, précisément, au principe de la direction collective dans l'industrie, le Parti communiste a commis un abandon grave, un acte d'opportunisme, une déviation de la lutte de classe, que nous avions si passionnément affirmée et défendue dans la première période de la Révolution.

Comment cela est-il arrivé? Comment s'est-il fait que notre parti, avec sa fermeté et sa trempe acquises dans les combats révolutionnaires, se soit laissé détourner du droit chemin prolétarien et se soit mis à errer, à travers les sentiers de cet opportunisme si profondément détesté et vilipendé par lui?

A cela nous répondrons plus tard. Pour le moment demandons-nous comment s'est constituée et développée l'opposition ouvrière.

Le 9^{ème} Congrès s'était tenu au printemps. Pendant l'été, l'opposition ne se manifesta pas. On n'entendit plus parler d'elle, lors des chauds débats du deuxième *Congrès de l'Internationale* sur la question des syndicats. Mais dans les masses profondes se poursuivait le travail d'accumulation de l'expérience et de la réflexion critique. Ce travail a trouvé son expression, encore bien imparfaite, pendant la *Conférence communiste* de septembre 1920. Notre pensée s'égarait encore dans le domaine de la négation et de la critique. Nous n'avions pas de propositions positives, pas de formules à nous. Mais ce qu'on pouvait voir déjà, c'est que le *Parti communiste* entrait dans une phase nouvelle, qu'une fermentation se produisait, que les «*couches inférieures*» réclamaient «*la liberté de critique*» et déclaraient hautement que la bureaucratie les étouffait, entravait toute action vivante et toute manifestation d'initiative.

Les sommets dirigeants du parti surent apprécier à sa juste valeur cette fermentation commençante, et en la personne de Zinoviev, multiplièrent les promesses verbales: liberté de critique, élargissement de l'initiative des masses, nécessité de combattre les déformations bureaucratiques, poursuite sévère de tous les dirigeants manquant au principe démocratique...

Beaucoup de paroles furent dites et bien dites. Mais entre la parole et l'acte, la distance est immense. La *Conférence* de septembre, avec toutes les promesses de Zinoviev, ne changea rien ni au Parti, ni à l'existence des masses ouvrières. La source qui alimentait l'opposition ne fut pas tarie. Dans les masses progressaient et grandissaient sourdement le mécontentement, la critique, le travail de la pensée.

Cette sourde fermentation arriva jusqu'aux dirigeants, enfantant entre eux des désaccords qui prirent une acuité inattendue. Il faut le remarquer, dans ces milieux dirigeants de notre parti, la question sur laquelle les différends se marquèrent avec toute leur acuité est précisément celle des syndicats. La chose était naturelle.

Aujourd'hui dans le débat entre l'opposition et les sommets du parti cet article n'est pas le seul, mais il constitue cependant, étant donné la situation, le point central de toute notre politique intérieure.

Avant que l'*Opposition ouvrière* eût rassemblé ses thèses et formulé les principes sur lesquels doit reposer à son avis la dictature du prolétariat dans le domaine de l'organisation économique, les milieux dirigeants s'étaient nettement divisés entre eux sur la manière d'apprécier le rôle des organisations de la classe ouvrière dans la restauration de la production sur les nouvelles bases communistes. Le comité central de notre Parti s'était divisé: Lénine contre Trotsky, avec Boukharine comme tampon au milieu!

C'est seulement au 8^{ème} Congrès des Soviets et immédiatement après qu'on vit avec évidence qu'il existait à l'intérieur du parti une opposition compacte, groupée principalement autour des thèses concernant le rôle des syndicats, et que cette opposition, sans avoir un seul grand leader ni théoricien, violemment combattue par les chefs les plus populaires du parti, grandissait et se fortifiait, et surtout s'étendait de plus en plus à travers la Russie laborieuse... Si encore elle s'était nichée seulement à Moscou et à Petrograd. Mais non: du Donetz, de l'Ounal, de Sibérie et d'une série de centres industriels, les rapports signalaient au *Comité central du parti*, la formation et les actes d'une «*Opposition ouvrière*». En vérité cette opposition était loin de se révéler partout à propos des mêmes articles qui réunissaient l'opinion des capitales ouvrières de la République soviétique; il y avait parfois dans les manifestations, les revendications et les motifs de l'opposition pas mal de confusions, de sottise, de mesquinerie, tandis que les points essentiels étaient oubliés, mais une chose demeurait immuable, c'était cette question: qui doit réaliser l'activité créatrice de la dictature du prolétariat dans le domaine économique?

Sont-ce ces organes essentiellement prolétariens, rattachés immédiatement et par des liens vitaux avec la production que sont les syndicats? - ou bien au contraire, les administrations d'État, sans relation directe et vivante avec l'activité productrice et en outre, d'un contenu social mélangé? Là est le nœud du débat. L'*Opposition ouvrière* tient pour la première proposition. Les sommets de notre parti, quelles que puissent être les divergences de leurs thèses sur tel ou tel autre point moins essentiel, sont avec un ensemble touchant, pour la seconde.

Qu'est-ce que cela montre?

Cela nous montre que notre parti traverse sa première crise sérieuse depuis le début de la Révolution et qu'il n'a pas le droit de se débarrasser de l'opposition en la traitant de «*syndicaliste*», ou autres épithètes à bon marché, mais que tous les camarades doivent rentrer en eux-mêmes et se demander: d'où résulte cette crise? De quel côté est la vérité de classe, du côté des sommets dirigeants ou bien de celui des ouvriers et des masses prolétariennes avec leur juste instinct?

La crise du Parti.

Avant de considérer les principaux points qui font l'objet du débat entre les dirigeants de notre Parti et l'*Opposition ouvrière*, il nous faut chercher la réponse à cette question: *Comment notre Parti, combatif, solide, puissant et invincible précisément par la netteté et la fermeté de sa ligne de classe, a-t-il pu commencer à dévier de cette ligne?*

Plus le *Parti communiste* nous est cher pour avoir accompli un pas aussi décisif vers l'affranchissement des travailleurs du joug capitaliste, moins nous avons le droit de fermer les yeux sur les erreurs de ses dirigeants.

La force de notre Parti a toujours consisté, et doit encore aujourd'hui consister en ce que ses centres dirigeants perçoivent d'une oreille aiguisée les inquiétudes et les aspirations nouvelles qui groupent entre eux les ouvriers et, connaissant ces dispositions, trouvent le moyen de les diriger de façon à ce qu'elles servent aux masses de tremplin pour marcher à la conquête des positions suivantes. C'est ce qui arrivait autrefois, mais qui n'arrive plus aujourd'hui. Notre Parti ne se borne pas à ralentir sa course foudroyante vers l'avenir; de plus en plus souvent il regarde prudemment en arrière et se demande s'il n'est pas allé trop loin, s'il n'est pas temps de s'arrêter, s'il ne serait pas plus sage d'user de circonspection et d'éviter les expériences hardies sans précédent dans l'histoire.

D'où vient cette trop sage prudence (elle se marque bien clairement dans le manque de confiance de nos milieux dirigeants à l'égard des facultés économiques des syndicats ouvriers), qui dans ces derniers temps s'est emparée de nos centres. Où en est la cause?

Si nous considérons attentivement la source de nos dissents intérieurs, nous nous convaincrons que la crise actuelle du *Parti communiste* résulte de trois causes fondamentales.

La première et la principale, c'est la situation difficile dans laquelle le *Parti communiste* est appelé à travailler et à agir. Le *Parti communiste* doit édifier le communisme et mettre en pratique son programme dans l'état des choses suivant: 1- complète désorganisation et ruine de l'économie nationale; 2- attaques incessantes des puissances impérialistes et de la contre-révolution russe pendant les trois ans de la révolution; 3- pays arriéré économiquement, où la classe ouvrière doit à elle seule incarner le communisme, construire les formes nouvelles de l'économie communiste, tandis que la population paysanne dominent; pays où n'existent pas encore les conditions économiques nécessaires pour la collectivisation et la centralisation de la production et où le capitalisme n'a pas eu le temps de parfaire son développement (entre la concurrence illimitée qui est le stade primitif du capitalisme et la production qui est sa forme suprême, il y a les syndicats et trusts d'entrepreneurs).

Il est clair que toutes ces circonstances entraînent la réalisation pratique de notre programme (surtout dans son point fondamental, l'organisation de l'économie nationale sur des principes nouveaux), et en même temps introduisent dans la politique économique de l'*État soviétique*, une bigarrure d'influences qui tue en elle toute unité.

De cette cause fondamentale découlent les deux autres. Ce sont avant tout le retard économique de la Russie et la prédominance de la classe paysanne qui créent cette bigarrure et détournent inévitablement, dans la pratique quotidienne, la politique du Parti de la ferme constance de sa ligne théorique ou de principe. Un Parti qui est à la tête d'un *État soviétique* d'une composition sociale mélangée, est obligé bon gré mal gré de tenir compte, aussi des aspirations du petit propriétaire paysan, avec ses intérêts égoïstes et son éloignement du communisme, ainsi que la couche immense des éléments petits-bourgeois de l'ancienne Russie capitaliste, intermédiaires de toutes sortes, petits commerçants, commis, artisans, petits fonctionnaires, qui se sont rapidement adaptés à l'organisation soviétique. Ce sont eux qui remplissent principalement les bureaux des *Soviets*, qui sont les agents du *Commissariat de l'Approvisionnement*, les chefs des services de l'armée, les hommes d'affaires audacieux des *Bureaux centraux* de nos industries. Le *Commissaire du Peuple de l'Approvisionnement* a cité à la fraction communiste du 8^{ème} Congrès des *Soviets* des chiffres bien caractéristiques: il compte dans son commissariat 17% d'ouvriers, 13% de paysans, moins de 20% de «spécialistes» et tout le reste, plus de 50%, est composé d'anciens artisans ou commis et autres «petit public» dont la majorité est même illétrée (c'est Tsourioupa qui le dit); preuve à son avis de la qualité démocratique de son personnel, alors qu'en réalité il n'a rien de commun avec la classe prolétarienne, avec les producteurs de richesses, avec les ouvriers de l'industrie.

C'est précisément cette catégorie, largement répandue à travers les administrations soviétistes, cette catégorie de petite bourgeoisie hostile au communisme, attachée à la routine du passé, pleine de répulsion et de crainte devant l'action révolutionnaire, qui corrompt notre appareil gouvernemental en y portant un esprit absolument étranger à la classe ouvrière. Ce sont deux mondes et deux mondes ennemis. Or, en Russie, nous sommes contraints de chercher à nous persuader, à persuader la classe ouvrière qu'elle-même et la petite-bourgeoisie (sans même parler des paysans, en la personne du paysan moyen, bon, économique et laborieux), peuvent admirablement s'accommoder ensemble sous cette enseigne commune: «*Tout le Pouvoir aux Soviets*», oubliant que, précisément, dans la pratique journalière de la vie, les intérêts des ouvriers et de la petite-bourgeoisie ou des paysans, également pénétrés de la mentalité petite-bourgeoise, se heurtent inévitablement, tirent la politique de l'*État soviétiste* à hue et à dia et émoussent son relief de classe.

Outre le petit propriétaire campagnard, outre l'élément petit-bourgeois (non pas ouvrier, mais bien petit-bourgeois) des villes, notre Parti doit compter encore dans sa politique gouvernementale avec l'influence des membres de la grosse bourgeoisie, en la personne des «*spécialistes*», techniciens, ingénieurs, anciens requins de la finance et de l'industrie, liés par tout leur passé avec le système capitaliste, incapables de se représenter aucune forme de production autrement que dans le cadre auquel ils sont accoutumés de l'économie capitaliste. Plus la *Russie soviétiste* a besoin de spécialistes pour les questions techniques et la direction de son industrie et plus ces éléments, étrangers à la classe ouvrière, influent sur la marche et le développement des formes et du caractère de notre économie nationale. Rejetée complètement au début de la Révolution, restée ensuite dans les mois les plus difficiles de notre lutte en position d'attente ou même de franche hostilité envers le Pouvoir des Soviets (le «*sabotage*» des intellectuels), cette catégorie sociale des hommes d'affaires du système capitaliste, des valets soumis et bien payés du capital, acquièrent de jour en jour une influence et une importance plus considérable dans la politique (1). Faut-il des noms? N'importe quel ouvrier au courant de notre politique intérieure et extérieure pensera sur le champ à plus d'un de ces individus...

Tant que le centre de gravité de notre vie était au front, l'influence de ces Messieurs, de cet élément étranger à la classe ouvrière, sur la politique de notre *État soviétiste*, en particulier en ce qui touche l'appareil économique, était relativement minime.

Les «*spécialistes*», enfants du passé, liés intimement et indissolublement au régime bourgeois supprimé par nous, se sont glissés dans notre *Armée rouge*, y apportant leur esprit d'autrefois (subordination, galons, distinctions, obéissance passive au lieu de la discipline de classe, arbitraire des chefs, etc...). Mais leur influence ne s'étendait pas sur la ligne politique générale de la *République soviétiste*. Le prolétariat ne leur disputait pas la direction dans les choses militaires, car avec son sûr instinct de classe, il sentait qu'en cette matière la classe ouvrière, en tant que classe, n'a rien à dire de neuf, est impuissante à apporter aucune modification fondamentale au système militariste, à changer sa nature, à de reconstruire sur une nouvelle base sociale. Le militarisme est une création des degrés de civilisation dépassés par l'humanité. Le militarisme, le service militaire, la guerre, n'auront pas de place dans la *Société communiste*. La lutte pour la vie suivra une ligne différente, prendra des formes tout, à fait autres, inaccessibles à notre imagination. Le militarisme jouit de ses derniers jours à l'époque de la dictature du prolétariat et, pour cette raison, il est naturel que les ouvriers, comme classe, n'aient rien de vraiment créateur, de nouveau, d'utile au développement futur de la Société, à apporter au militarisme, ni dans ses formes, ni dans son système. Il y a certes dans l'*Armée rouge* des essais de création, mais le fond du métier militaire est demeuré le même. Malgré tout, en matière militaire, la direction donnée par des anciens officiers et généraux de l'ancienne armée, n'a pas fait dévier la politique soviétiste dans un sens étranger au nôtre, au point que les ouvriers puissent sentir un dommage évident pour eux, c'est-à-dire pour leur classe et sa mission fondamentale.

Il en est autrement dans le domaine économique. La production et son organisation, voilà, en effet, l'essence du communisme. Éloigner les ouvriers de l'organisation de la production, leur refuser, c'est-à-dire refuser aux organisations professionnelles, interprètes véritables de la classe prolétarienne, la possibilité d'apporter dans la production et dans l'organisation des nouvelles formes économiques leur élément créateur, ne se confier qu'à la «*science*» des spécialistes, dressés et éduqués pour un système de production entièrement différent, c'est là abandonner en fait le marxisme scientifique. Or, c'est précisément ce qui se pratique aujourd'hui dans les sommets de notre Parti. Voyant l'état catastrophique de notre économie nationale, toujours basée sur le système capitaliste (salaire payés en argent, tarifs, catégories de travail, etc...), les dirigeants de notre Parti, dans un accès de méfiance à l'égard des forces créatrices des collectivités ouvrières, cherchent le salut contre le désordre économique... Chez qui donc? - Chez les représentants du

(2) L'opposition ouvrière n'a jamais nié qu'il faille utiliser les «*spécialistes*» de la technique et de la science. Mais les utiliser est une chose, leur donner le Pouvoir en est une autre.

passé bourgeois et capitaliste, chez les hommes d'affaires et les techniciens, dont des facultés créatrices, précisément dans le domaine économique, sont paralysées par la routine, les habitudes, les procédés propices au système économique du capitalisme. Ce sont nos dirigeants, encore, qui implantent cette foi, naïve jusqu'au ridicule, dans la possibilité d'implanter le communisme par voie bureaucratique. Là où il faudrait encore chercher et «créer», ils «prescrivent»...

Plus le front militaire recule au second plan devant le front économique, plus notre misère se fait aiguë et douloureuse, - et plus s'affirme l'influence des groupements de la population qui non seulement sont intimement étrangers et hostiles par toutes leurs fibres au communisme, mais encore sont absolument impuissants à manifester une initiative vivante dans la recherche de formes nouvelles pour l'organisation du travail, de modèles nouveaux pour augmenter le rendement, de procédés originaux pour allier la production et la consommation. Tous ces techniciens, experts, hommes d'affaires, qui émergent à la surface de la vie soviétique, dès qu'ils mettent la main sur la politique économique, exercent leur pression sur les sommets de notre Parti par l'intermédiaire des administrations et à l'intérieur de ces administrations.

Notre Parti se trouve dans une situation difficile et pénible: il est obligé, pour gouverner l'*État soviétique*, de prêter attention et de s'adapter à trois catégories de la population, différentes par leur composition sociale et par conséquent par leurs intérêts économiques. D'une part, le prolétariat. Le prolétariat réclame une politique absolument pure et sans compromis, une marche forcée sur le communisme. D'autre part, la classe paysanne avec ses aspirations de petits propriétaires, sa sympathie pour les «libertés» de toutes sortes et avant tout la liberté du commerce et la non-intervention de l'État dans ses affaires. A la classe paysanne, se joint la petite bourgeoisie, en la personne des «agents», des fonctionnaires de l'État, des employés des services de l'armée, etc..., adaptés au régime soviétique, mais condamnés par leur psychologie à déformer notre politique dans le sens de leurs tendances petites-bourgeoises. A Moscou, l'influence de ces éléments petits bourgeois se fait moins sentir, mais par contre dans les provinces, à la base même de d'action soviétique, elle est énorme et pernicieuse.

Enfin la troisième catégorie de la population, ce sont les hommes d'affaires, les anciens dirigeants du régime capitaliste. Ce ne sont pas les magnats du capital, les Riabouchinski de la Révolution, mais ce sont les anciens serviteurs pleins de talent du système capitaliste, le cerveau et le génie du capitalisme, ceux qui l'ont véritablement créé et fait fructifier. Approuvant parfaitement les tendances centralistes de la politique économique soviétique, escomptant tous les avantages de la régularisation de l'industrie et de son organisation en trusts (c'est en effet, à quoi tend le capital dans les États bourgeois les plus développés industriellement), ils veulent seulement que cette régularisation ne soit pas faite par les organisations ouvrières, mais par leurs mains à eux, sous le pavillon des administrations économiques de l'État, *Bureaux centraux et Conseils d'Économie nationale*, ou ils ont déjà poussé de solides racines. L'influence de ces Messieurs sur la «sage» politique gouvernementale de nos sommets est grande, infiniment plus grande qu'elle ne devrait l'être. Leur influence se marque dans cette tendance à asseoir et à maintenir, en dépit de tout, le système bureaucratique (avec des concessions dans le sens d'une «amélioration», mais nullement d'une modification du système lui-même). Elle se fait sentir plus manifestement encore dans les relations commerciales engagées avec les puissances capitalistes, relations qui passent par dessus la tête du prolétariat organisé, soit des pays étrangers, soit de Russie. Elle se marque dans une série de mesures qui aboutissent à réduire l'initiative des masses et à affirmer dans leur rôle dirigeant les représentants du passé capitaliste.

Au milieu de toutes ces catégories hétérogènes, notre parti est obligé de louoyer et de trouver une moyenne politique qui ne détruise pas l'unité de l'État. La franche politique du *Parti communiste*, en s'identifiant avec l'*appareil Société*, perd de plus en plus son relief de classe et se change en une politique neutre, indifférente à toutes les classes, résultat de l'adaptation des organes dirigeants aux intérêts hétérogènes et contradictoires d'une population socialement hétérogène et mélangée. Cette adaptation entraîne inévitablement des oscillations, des incertitudes et des erreurs. Rappelons seulement nos zigzags dans la question de nos rapports avec les paysans, depuis «l'orientation sur le paysan pauvre» jusqu'à «l'orientation sur le petit propriétaire laborieux et bon économe». Cette politique, si on veut, témoigne de la profondeur et de la sagesse gouvernementale de nos «hommes d'État», mais l'historien qui apprécie sans parti-pris les différents stades de notre Pouvoir ne manquera pas de signaler là une dangereuse déviation de la ligne de classe et une tendance grosse de conséquences vers l'opportunisme et le louvoiement.

Ou bien prenons encore la question du commerce extérieur. Il y a là sans aucun doute dans notre politique un désaccord intime dont font foi les tiraillements incessants entre nos *Commissariats des affaires*

étrangères et du commerce extérieur. Ces tiraillements ne portent pas seulement un caractère étroitement «départemental», ils sont plus profonds, et, si ce peu qui se passe dans la coulisse de nos organes dirigeants était porté devant le tribunal des masses, qui sait quelle ampleur pourraient prendre les différends qui séparent le *Commissariat des Affaires Étrangères* de nos représentants commerciaux à l'étranger?

Des différends entre administrations, cachés aux masses, mais plus profonds par leur signification sociale, la nécessité pour la politique gouvernementale de s'adapter aux trois catégories sociales hétérogènes de la population (ouvriers, paysans, membres de l'ancienne bourgeoisie), voilà la seconde cause de crise dans notre Parti: Il n'est pas permis de l'ignorer. Elle est trop caractéristique, trop lourde de possibilités. Le devoir des dirigeants du Parti, s'ils ont à cœur sa vitalité et son unité, est d'approfondir cette cause et de retirer la leçon qui découle nécessairement du mécontentement suscité par elle et largement répandu dans les masses.

Tant que, à l'époque première de la Révolution, la classe ouvrière se sentait le seul interprète du communisme, l'unité dans le Parti était parfaite. Il ne pouvait être question de «*sommet*» et de «*couche inférieure*» dans la première période qui suivit octobre, au moment où l'avant-garde du prolétariat réalisait hâtivement et confirmait les uns après les autres tous les articles de notre programme de classe, de notre programme communiste. Le paysan, ayant reçu la terre, n'avait pas encore conscience d'être une partie intégrante, un citoyen investi de tous droits, de la République soviétique. Les intellectuels, les «*spécialistes*», les hommes d'affaire et toute la classe bourgeoise, les pseudo-spécialistes qui s'élèvent chaque jour un peu plus haut sur l'échelle soviétique sous figure de spécialistes, gardaient à l'écart une attitude expectative et laissaient ainsi le champ libre à l'élan créateur des masses ouvrières avancées.

Aujourd'hui, c'est le contraire: l'ouvrier sent, voit, touche à chaque pas que les spécialistes, et pis encore les pseudo-spécialistes, ignorants et sans expérience, les «*experts*», délogent l'ouvrier soi-disant «*inculte*», sous prétexte d'incapacité ou de penchant à appliquer partout son flair pratique, et remplissent les principaux organes qui dirigent notre production. Et le parti, au lieu de remettre à leur place ces éléments étrangers à la classe ouvrière et au communisme, les favorise et cherche chez eux, au lieu de les chercher dans les organisations ouvrières, le salut et le remède contre le désordre économique! Ce n'est pas aux ouvriers, ni aux syndicats et aux organisations de classe, mais à eux que le Parti accorde sa confiance. Cela, les masses ouvrières le sentent, et au lieu d'avoir un Parti et une classe prolétarienne compacts et unis l'un avec l'autre, on a une brèche, au lieu d'aller vers l'identité, on marche vers la désunion... Les leaders les plus populaires ont beau couvrir de belles paroles leur défection à la pure politique de classe et leurs concessions tantôt aux petits paysans, tantôt au capitalisme international: dans cette confiance montrée aux meilleures élèves du système de production capitaliste, les masses sentent bien où commence le recul. Les ouvriers peuvent nourrir les sentiments les plus dévoués et l'affection la plus chaleureuse envers la personne de Lénine, ils peuvent être séduits par l'admirable, l'incomparable talent oratoire de Trotsky, ou par sa puissance d'organisation, ils peuvent honorer beaucoup d'autres chefs en tant qu'individus, mais, lorsque la masse sent qu'on manque de confiance en elle, dans les facultés créatrices de sa classe, elle s'écrie naturellement: *Halte-là, nous ne vous suivons pas plus loin les yeux fermés, laissez-nous voir clair dans la situation. Votre politique de juste milieu entre trois catégories sociales est peut-être inspirée par une profonde sagesse. Mais elle sent à s'y méprendre notre vieille connaissance, l'opportunisme.*

Pour aujourd'hui il se peut que cette politique rassise nous fasse gagner quelque chose, mais prenons bien garde de ne pas nous égarer sur la fausse route qui, avec des détours et des zigzags, nous emmènerait insensiblement loin de l'avenir dans le maquis du passé... La méfiance grandit dans la classe prolétarienne à l'égard des dirigeants du parti, et plus ces dirigeants sont «*rassis*», plus ils prennent tournure d'habiles «*hommes d'État*» faisant de l'équilibre entre le communisme et le passé bourgeois, plus l'abîme se creuse entre les «*sommets*» et la «*masse*», plus l'intelligence entre eux diminue et plus devient douloureuse et fatale la crise intérieure de notre Parti.

La troisième cause déterminante de cette crise, c'est le fait que réellement, pratiquement, au cours de ces trois ans de révolution, les conditions matérielles d'existence des masses ouvrières, des producteurs, du peuple des fabriques, loin de s'améliorer, ont empiré. Cela, personne, dans les milieux dirigeants de notre Parti, ne le niera. Le sourd, mais large, mécontentement des ouvriers (remarquez-le bien: des ouvriers) a des raisons matérielles.

Ceux qui ont gagné directement à la révolution, ce sont les paysans; aux nouvelles formes d'organisation et de vie soviétistes se sont merveilleusement adaptés aussi non seulement les petits bourgeois, mais encore les membres de la grande bourgeoisie qui ont occupé des postes influents et directeurs dans les

administrations de l'État (en particulier dans les administrations économiques), dans l'industrie ou dans le commerce extérieur. Seule la classe fondamentale de la République soviétique, celle qui a supporté tout le poids de la responsabilité de la dictature traîne dans sa masse une existence scandaleusement malheureuse.

La *République du Travail*, conduite par les communistes, cette avant-garde de la classe ouvrière, qui, d'après Lénine «*a incarné en elle l'énergie révolutionnaire de toute la classe*», a pu placer dans des conditions privilégiées quelques entreprises ou branches d'industries «*de choc*», isolées, surgies accidentellement, devant le *Conseil des Commissaires du Peuple*. Elle n'a pas trouvé le loisir de songer à placer dans des conditions d'existence un tant soit peu humaines la masse, la grande masse des ouvriers et des ouvrières!

Le *Commissariat du Travail* est le plus mort de tous nos Commissariats. La politique soviétique n'a pas posé ni examiné sérieusement à l'échelle nationale cette question: que faut-il faire et que peut-on faire dans l'état de choses présent, en tenant compte de toutes les circonstances extérieures défavorables, pour améliorer la vie de l'ouvrier, pour conserver à la production sa capacité de travail, pour placer le travail de l'ouvrier dans des conditions relativement supportables? La politique soviétique s'est distinguée jusque dans ces derniers temps par l'absence de toute ligne suivie, de tout plan réfléchi et régulier en ce qui concerne l'organisation de la vie des ouvriers et l'amélioration des conditions de travail. Tout ce qui a été fait en cette matière l'a été par hasard, par à-coups, par les autorités locales, sous la pression des masses.

Pendant ces trois ans de guerre civile, le prolétariat a apporté périodiquement d'innombrables sacrifices sur l'autel de la révolution. Il a attendu patiemment. Mais aujourd'hui, au tournant, alors que le nerf vital de notre République est devenu le front économique, la masse ouvrière estime superflu de souffrir et d'attendre plus longtemps. Comment? N'est-ce pas elle qui construit l'existence sur la base communiste? «*Construisons-la nous-mêmes*, dit-elle, *nous savons sans doute mieux que ces Messieurs des Bureaux Centraux ce qui nous tient à cœur...*». L'ouvrier de la masse ouvre les yeux. Il voit que, jusqu'à présent, l'hygiène, l'amélioration sanitaire des ateliers, la protection de la santé du travailleur en d'autres termes, toutes les questions intéressant l'organisation de l'existence quotidienne et l'amélioration des conditions de travail sont mises à la dernière place dans notre politique. Pour résoudre la question des logements, on n'a pas trouvé mieux que d'installer les familles ouvrières dans des appartements bourgeois, incommodes et mal appropriés pour elles. Pis encore, on n'a pas même commencé l'esquisse d'un plan pratique de réorganisation du logement. A notre honte, non seulement dans les provinces lointaines, mais au cœur de la République, à Moscou, nous voyons fleurir les casernes ouvrières puantes, surpeuplées, anti-hygiéniques: quand on entre dedans, c'est à croire qu'il n'y a pas eu de révolution!... Nous le savons tous, la question des logements ne peut pas être résolue en quelques mois ni même en quelques années; dans l'état d'indigence où nous sommes, elle présente des difficultés particulières, mais le fait de l'inégalité grandissante, toujours plus accusée, entre les catégories privilégiées de la population et les simples ouvriers, squelette de la dictature du prolétariat, enfante et nourrit un mécontentement montant.

L'ouvrier de la masse voit de quelle façon vit le fonctionnaire soviétique et de quelle façon il vit lui-même, lui sur qui repose la dictature du prolétariat. Il ne peut pas ne pas voir que pendant toute la révolution la chose à laquelle on a accordé le moins d'attention, c'est la vie et la santé de l'ouvrier à l'atelier. Là où avant la révolution le régime était tant soit peu tolérable, il est maintenu encore par les *Comités d'usines*, mais partout où l'humidité, le manque d'air, les vapeurs délétères empoisonnaient, contaminaien et épuaient l'organisme de l'ouvrier, tout cela est resté tel quel... «*On avait autre chose à faire... Songez au front de la guerre civile...*». Et pourtant, quand il s'agit de remettre en état un local pour quelque administration, on trouve toujours les matériaux et la main-d'œuvre... Essayons un peu de placer les spécialistes, nos experts en transactions commerciales avec le capital étranger, dans les tanières où continuent à vivre et à travailler les masses prolétariennes: ils se mettraient à pousser de tels cris que nous serions obligés de mobiliser toute la section du logement pour mettre fin à une «*incurie intolérable*» entravant la productivité du travail des spécialistes?

Le mérite de l'opposition ouvrière consiste en ce qu'elle a fait admettre la question de l'organisation des conditions d'existence des ouvriers, avec toutes les revendications soi-disant mesquines et sans importance des ouvriers dans le plan économique national. L'augmentation de la production est impossible si on n'organise pas en même temps l'existence des ouvriers sur des bases nouvelles convenables et communistes.

Moins on a entrepris et même projeté jusqu'à présent dans le domaine - je ne parle même pas de ce qui a été réalisé - plus sont profonds l'incompréhension mutuelle, l'éloignement et le manque de confiance

entre les milieux dirigeants du Parti et les masses ouvrières. Pas d'union, ancienne conscience d'une communauté de besoins, d'aspirations et de revendications. «*Les dirigeants sont d'un côté, et nous de l'autre. Peut-être savent-ils mieux administrer le pays, mais quant à notre labeur quotidien, quant à la vie de l'atelier, à ses besoins, et à ses exigences immédiates, ils ne les comprennent pas et ne veulent pas les connaître.*Pour être des nôtres, il l'a été peut-être, mais depuis qu'il est au Bureau Central, il ne nous connaît plus... il ne vit plus comme nous. Que lui font nos soucis? Ce ne sont plus les siens, bien sûr...».

Et, plus notre Parti retirait des fabriques et des syndicats des éléments les plus conscients et les plus dévoués pour les envoyer sur les fronts et dans toutes sortes d'administrations, plus le lien direct se brisait entre les masses ouvrières et les centres politiques dirigeants. La brèche s'agrandissait, la fissure se creusait... Aujourd'hui, cette fissure se fait sentir déjà à l'intérieur du Parti lui-même. Les ouvriers, par la voix de l'*Opposition ouvrière* demandent: qui sommes-nous? Est-ce vrai que nous sommes la pierre angulaire de la dictature du prolétariat, ou bien ne sommes-nous qu'un troupeau sans volonté, un marchepied pour ceux qui se sont détachés des masses et se sont fait un nid confortable sous l'enseigne communiste ou pour ceux qui mènent la politique et conduisent la vie économique en dehors de notre direction, sous l'élan créateur de notre classe?

Les sommets du Parti ont beau faire fi de l'*Opposition ouvrière*, c'est cependant elle la force saine et grandissante de toute une classe qui apporte son énergie vivifiante à la résurrection de notre vie économique et au Parti communiste lui-même qui commence à se flétrir et à se coucher sur terre.
